

ANNONCE TRANSMISE  
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE  
DATE D'ÉMISSION : 12/05/2020 - 14:30

## CONTENU DE VOTRE AVIS

**NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.**

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est

**Correspondant :** M. Jeremy BETREMIEUX, Chef de Projet, 228 rue Garibaldi, 69446 Lyon cedex 3, tél. : 04 69 16 63 07, télécopieur : 04 69 16 63 76, courriel : [Sir-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Sir-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr), adresse internet : <http://www.enroute.centre-est.developpement-durable.gouv.fr>, adresse internet du profil acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

**Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs**

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :**

- Services généraux des administrations publiques

**Objet du marché :** Comprenant la dépose des mâts et la démolition des massifs d'éclairages sur l'A7 du PR5+780 au PR14+910 et la minéralisation du terre-plein central de l'A7 du PR15+730 au PR16+490 et du PR18+590 au PR20+170.

**Type de marché de travaux :** exécution

**Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :**

- Objet principal : 45233140

**Code NUTS :** FRK26

**La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.**

**L'avis implique un marché public**

**Caractéristiques principales :**

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- A7 Sud - Minéralisation du TPC - Phase 1
- Valeur estimée (HT) : 2540066.7 euros (Euros)

**Prestations divisées en lots :** non

**Durée du marché ou délai d'exécution :** 125 jours à compter de la notification du marché

**Date prévisionnelle de commencement des travaux (Marché de travaux) :** 07 octobre 2020

**Cautionnement et garanties exigés :** Retenue de garantie pouvant être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :**

Origine du financement : 100% Etat.

Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges.

Les prix seront révisables.

Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde.

Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

Le taux d'avance du marché est fixé à 15% du montant initial TTC. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux d'avance est porté à 20%.

**Forme juridique** que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Nature de l'attributaire, le marché sera conclu:

- soit avec un prestataire unique;
- soit avec des prestataires groupés solidaires.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule candidature en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

**L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières**

Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :** français.

**Unité monétaire utilisée, l'euro**

**Conditions de participation :**

- Situation juridique - références requises : Si le candidat utilise le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;

\* La forme juridique du candidat ;

\* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

\* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

\* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

\* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

- Capacité économique et financière - références requises : Si le candidat utilise le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

\* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : 1 000 000 euro(s)

- Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

- Capacités professionnelles :

\* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et

notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

\* Les certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants ;

\* Les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes :

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Capacités techniques :

\* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

\* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

**Marché réservé : Non**

**Nombre de candidats :**

• Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue (procédure négociée, dialogue compétitif) : Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : NON

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

**Critères d'attribution :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

• Le prix des prestations (60 %)

• La valeur technique appréciée au regard du mémoire technique (30%), d'un planning prévisionnel des travaux (20%), d'une note technique sur la mise en place et sur le repli du balisage (20%), d'un mémoire technique spécifique qui traitera de la méthodologie retenue par l'entreprise pour assurer la dépose et la démolition des mâts d'éclairage et de leurs massifs (20%) et du SOPAQ (10%) (30 %)

• La valeur environnementale appréciée au regard du SOPRE (50%) et du SOGED (50%) fourni par l'entrepreneur (10 %)

**Type de procédure :** Procédure adaptée

**Date limite de réception des offres : 12 juin 2020 à 17 h 00**

**Délai minimum de validité des offres :** 365 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** DIRCE-SIRLY-A7\_sud-TVX\_TPCP1

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 12 mai 2020

**Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :** adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=566171&orgAcronyme=d4t>

**Informations complémentaires :**

• La prestation n'est pas réservée à une profession particulière

**Instance chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Lyon, Palais des juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon, tél. : 04 78 14 10 10, télécopieur : 04 87 63 52 50, courriel :

**Détails d'introduction des recours :** Référé Contractuel : 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la publication de la décision attaquée (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

Un recours peut être déposé via le site internet: [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3516150**

## SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

**BOAMP** Publication intégrale

**Département :** 69 - Rhône

Rappel 1: 42 - Loire

Rappel 2: 01 - Ain

Rappel 3: 38 - Isère

Rappel 4: 73 - Savoie

Rappel 5: 74 - Haute-Savoie

Rappel 6: 71 - Saône-et-Loire

Rappel 7: 43 - Haute-Loire

Rappel 8: 03 - Allier

## DONNÉES DE FACTURATION

**Libellé de la facture :**

DIRCE/SIR Lyon La Villardière 228, rue Garibaldi

69446 - Lyon

**Adresse d'expédition :**

-